



Bruxelles, le 2 mars 2016
(OR. en)

6665/16

COPEN 60
EUROJUST 22
EJN 13

NOTE

Origine:	Secrétariat général du Conseil
Destinataire:	délégations
Objet:	Décision-cadre 2009/829/JAI du Conseil concernant l'application, entre les États membres de l'Union européenne, du principe de reconnaissance mutuelle aux décisions relatives à des mesures de contrôle en tant qu'alternative à la détention provisoire - Notification faite par l'Estonie

Les délégations trouveront en annexe la notification faite par l'Estonie concernant la décision-cadre 2009/829/JAI concernant l'application, entre les États membres de l'Union européenne, du principe de reconnaissance mutuelle aux décisions relatives à des mesures de contrôle en tant qu'alternative à la détention provisoire.

Notification faite par l'Estonie

Décision-cadre 2009/829/JAI du Conseil concernant l'application, entre les États membres de l'Union européenne, du principe de reconnaissance mutuelle aux décisions relatives à des mesures de contrôle en tant qu'alternative à la détention provisoire

Autorités compétentes (Article 6, paragraphe 1, de la décision-cadre)

Le ministère de la justice est l'autorité compétente pour transmettre et recevoir le certificat relatif à des mesures de contrôle.

Ministère de la justice estonien

Tõnismägi 5a

15191 Tallinn

ESTONIA

tel: +372 620 81 92

Fax: +372 620 81 91

e-mail: central.authority@just.ee

Mesures de contrôle (Article 8, paragraphe 2, de la décision-cadre)

Dans les cas où l'Estonie est l'État d'exécution, seules les mesures de contrôles visées à l'article 8, paragraphe 1, de la décision-cadre font l'objet d'un suivi de sa part.

Transmission à l'Estonie d'une décision relative à des mesures de contrôles avec le consentement des autorités compétentes (article 9, paragraphe 4, de la décision-cadre)

L'Estonie peut accepter une décision relative à des mesures de contrôle avec le consentement des autorités compétentes pour décider de la reconnaissance, dans les cas visés à l'article 9, paragraphe 2, de la décision-cadre et dans le cas où la personne soumise à des mesures de contrôle ne réside pas de façon permanente en Estonie. Le consentement pourra éventuellement être donné lorsque la personne soumise à des mesures de contrôle a demandé que le contrôle soit organisé en Estonie et que cette demande est motivée par la situation personnelle de la personne concernée, ou pour toute autre raison.

Langues (Article 24 de la décision-cadre)

L'Estonie accepte les communications en estonien ou en anglais conformément à la décision-cadre.
